

POLITIQUE ET DROIT

DANS LES

RELATIONS INTERNATIONALES

ÉTUDES SUR L'ÉVOLUTION
DE L'ORDRE JURIDIQUE INTERNATIONAL

PAR

ATHOS TSOUTSOS

Conseiller d'État de Grèce
Professeur Agrégé à la Faculté de Droit d'Athènes

PRÉFACE DE

CHARLES ROUSSEAU

Professeur à la Faculté de Droit et des Sciences Économiques de Paris
Membre de l'Institut de Droit International

LE PROBLÈME ALLEMAND
LE PROBLÈME CYPRIOTE
LA LÉGALITÉ INTERNATIONALE

P A R I S

LIBRAIRIE GÉNÉRALE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE
R. PICHON ET R. DURAND - AUZIAS
20, RUE SOUFFLOT, 20

1967

TABLE ANALYTIQUE

	Page
PRÉFACE	7
INTRODUCTION	11
TABLE GÉNÉRALE DES MATIÈRES	15

PARTIE A

LE PROBLÈME ALLEMAND

LE RÉGIME JURIDIQUE DE L'OCCUPATION EN ALLEMAGNE ...	19
TITRE I. — LES ALLIÉS OCCUPENT L'ALLEMAGNE ..	20
1. Section introductive. L'Allemagne après la défaite	20
CHAPITRE 1 ^{er} . <i>Occupatio bellica</i>	20
2. Section (a), Notion de l'occupatio bellica et son application	20
3. Section (b), La légalité de son application	21
CHAPITRE 2 ^{ème} . <i>Déclarations de Berlin du 5 juin 1945</i>	23
4. Section (a), Capitulation	23
5. Section (b), Les principes des quatre déclarations du 5 juin 1945.	24
6. Section (c), Fonctionnement du Gouvernement allié	26
TITRE II. — QUESTIONS JURIDIQUES RÉSULTANT	
DU RÉGIME D'OCCUPATION	29
7. Section introductive. Intentions des Alliés	29
CHAPITRE 1 ^{er} . <i>L'état de guerre a-t-il pris fin ?</i>	31
8. Section (a), Comment la guerre pourrait se terminer?	31
9. Section (b), Arguments en faveur de la fin de l'état de guerre.	32
CHAPITRE 2 ^{ème} . <i>L'Allemagne existe comme État</i>	33
10. Section (a), Opinions adverses	33
11. Section (b), Raisons militent pour l'existence d'un État allemand	36

CHAPITRE 3 ^{ème} . <i>L'occupation comme fonction internationale..</i>	38
12. Section (a), Tutelle des Alliés	38
13. Section (b), Caractère et conséquences de cette institution..	40
14. Conclusion	43
 CONDITIONS POLITIQUES DE L'ALLEMAGNE ENTRE 1945-1948.....	45
TITRE I. — RÉORGANISATION EN COMMUN POUR L'ENSEMBLE	45
1. Section introductive. Nécessité d'une politique commune ..	45
CHAPITRE 1 ^{er} . <i>Protocole de Potsdam</i>	46
2. Section (a), Principes posés	46
3. Section (b), Leur application	48
CHAPITRE 2 ^{ème} . <i>Conditions des Pays</i>	50
4. Section (a), La création des pays-États	50
5. Section (b), Aperçu des Constitutions	52
6. Section (c), Situation des nouveau États	54
TITRE II. — DIVISION DE L'ALLEMAGNE	57
7. Section introductive. Divergences des quatre Grands	57
CHAPITRE 1 ^{er} . <i>Formation de la bizonie</i>	59
8. Section (a), Accords Anglo-américains	59
9. Section (b), Charte de Francfort	62
10. Section (c), Trizone	63
CHAPITRE 2 ^{ème} . <i>Organisation de l'Allemagne occidentale</i> ..	65
11. Section (a), Accords de Londres	65
12. Section (b), Acceptation des Allemands	67
13. Section (c), Le Conseil Parlementaire de Bonn	69
14. Section (d), Le projet de la loi fondamentale	71
CHAPITRE 3 ^{ème} . <i>L'Allemagne occidentale et l'Est</i>	75
15. Section (a), La légalité de l'institution d'un état d'Allemagne occidentale	75
16. Section (b), Réactions Russes	77
17. Conclusion	79

PARTIE B

LE PROBLÈME CYPRIOTE

LA QUESTION INTERNATIONALE DE CHYPRE	89
I. ÉVOLUTION DE LA QUESTION CYPRIOTE	89
1. Chypre et la Grèce	89
2. Cession de l'île aux Anglais	92
3. Régime institué par les Anglais	94
4. Le mouvement unioniste	96
5. Annexion de Chypre à la Grande-Bretagne	98
6. Chypre, colonie de la Couronne	101
II. L'AFFAIRE CYPRIOTE DEVANT LES NATIONS-UNIES	103
1. Introduction du recours à l'O.N.U.	103
2. Fondements de la revendication cypriote	105
3. Argumentation du recours de la Grèce	107
4. Exception de la compétence nationale	110
5. Les autres arguments du Royaume-Uni	114
6. L'affaire finalement différée	118
THE CYPRUS ISSUE IN 1955	121
I. The resistance movement in Cyprus	121
II. British repressive measures	122
III. London conference	123
IV. Turkish violence in Constantinople	125
V. The Cyprus issue before the 10th Session of the General Assembly of the U.N.	125
VI. Negotiations between the interested parties.....	128
HISTORIQUE DE L'AFFAIRE CYPRIOTE DEVANT LES NATIONS UNIES JUSQU'EN 1957	131
I. Recours de la Grèce à la IX ^e Session de l'Assemblée Géné- rale des Nations Unies	131
II. L'affaire durant la X ^e Session	133
III. Résolution de la XI ^e Session de l'Assemblée Générale	136
IV. La question devant la XII ^e Session.....	139

PARTIE C

LA LÉGALITÉ INTERNATIONALE

L'ÉTAT DANS LA SOCIÉTÉ INTERNATIONALE	145
1. Ordre juridique international et étatique	145
2. Bases théoriques et la technique du Droit International	147
3. Personnalité de l'État	148
4. Souveraineté	150
5. Organisation internationale et conséquences de celle-ci ...	152
LE PRINCIPE DE LA LÉGALITÉ DANS L'ORDRE JURIDIQUE INTERNATIONAL (A PROPOS D'UNE REVISION DE LA CHARTE) ..	155
I. La question de la revision de la Charte	155
II. La technique juridique	156
III. Le principe de la légalité	157
IV. Recours juridictionnels contre les décisions des organes internationaux.....	159
V. Possibilité de tels recours	161
VI. La méfiance du juge.....	163
LA COMPÉTENCE NATIONALE DES ÉTATS D'APRÈS LA CHARTE DES NATIONS UNIES	165
INTRODUCTION. — LA NATURE DE LA NOTION DE LA COMPÉTENCE RESERVÉE AUX ÉTATS.....	166
1. Le problème de la répartition des compétences parmi les ordres juridiques	166
2. La compétence de l'État vis-à-vis de l'ordre juridique inter- national	168
3. Compétence nationale des États et compétence de leurs organes	169
PREMIÈRE PARTIE. — ÉVOLUTION DE LA NOTION DE LA COMPÉTENCE NATIONALE DES ÉTATS	172
CHAPITRE I. <i>Apparition de la règle de la compétence nationale.</i> ..	172
1. Origine de la notion de la compétence nationale	172
2. Apparition de la compétence nationale dans le Pacte de la S.D.N.	173

3. La clause de l'art. 15 par. 8 du Pacte de la S.D.N.	175
a) Caractéristiques de la clause	175
b) Procédure de l'exception de l'art. 15 par 8 du Pacte	178
4. Détermination des matières relevant de la compétence exclusive des États	181
a) Généralités	181
b) Avis n° 4 de la Cour Permanente de Justice Internationale.	185
5. Conclusion sur l'activité de la S.D.N.	187

CHAPITRE II. *Réglementation de la compétence nationale par la Charte des Nations Unies*

1. La compétence nationale selon le projet de Dumbarton Oaks	188
2. Travaux de la Conférence de San Francisco	190
3. Interprétation de l'article 2 par. 7 de la Charte	194
a) La place de la disposition en question dans la Charte ...	194
b) L'imprécision de la disposition	195
c) Critère de la compétence nationale	196
d) Notion du mot «essentiellement»	198
e) Exemption des mesures de coercition du Chapitre VII ...	200
f) Notion du terme «intervention»	201
g) Qui décidera sur l'existence d'une compétence nationale?.	205
4. Procédure à suivre auprès des différents organes de l'O.N.U..	208
a) Conseil Économique et Social	208
b) Assemblée Générale	209
c) Conseil de Sécurité	209
d) Cour Internationale de Justice	210
5. Importance de la pratique de l'O.N.U.	211

SECONDE PARTIE. — LA PRATIQUE DE L'O.N.U. PAR RAPPORT A LA COMPÉTENCE NATIONALE DES ÉTATS .

CHAPITRE I. <i>Application de l'art. 2 par. 7 pour ce qui concerne le mode d'action des Nations Unies</i>	214
1. La discussion sur des sujets de compétence nationale par devant les organes de l'O.N.U.	214
a) Inscription à l'ordre du jour et examen de la compétence de l'organe	214
b) Discussion générale sur l'affaire	218
2. La notion du terme «intervention»	221
a) Formulation de recommandations	221
b) Adoption de mesures provisoires	225

c) Enquête	226
3. Recours à la Cour Internationale de Justice pour la détermination de l'existence de la compétence nationale	228
4. L'application de l'art. 2 par. 7 comme question politique	231
CHAPITRE II. <i>Application de l'art. 2, par. 7, pour ce qui concerne les objets de l'action des Nations Unies</i>	
1. Matières appartenant «essentiellement» à la compétence nationale des États et matières «d'intérêt international»	235
2. Menaces immédiates et éventuelles de la paix comme base de la compétence des Nations Unies	239
3. Suppression de la compétence nationale en raison du consentement de l'État ou d'une convention internationale ...	243
4. Questions relevant de la compétence nationale	246
a) Régime intérieur de l'État	246
b) Troubles intérieurs	251
c) Relations des Puissances Protectrices avec des territoires non autonomes	252
d) Violation des droits humains fondamentaux	254
CONCLUSION	261
BIBLIOGRAPHIE	266
FACTEURS DETERMINANT LA NOTION DU CRIME INTERNATIONAL	
1. Considérations générales	271
A. Droit et réalité sociale	271
B. Sanction pénale et droit international	272
II. Divers facteurs dont dépend la consécration du crime international	275
a) Conscience publique mondiale	275
b) Droit International en vigueur	276
c) Droit interne des États	277
d) Possibilité que l'acte soit puni par les autorités nationales.	278
e) Situation de la société internationale	278
f) Intérêts à protéger	279
III. Nécessité et utilité de la responsabilité pénale internationale.	280

	323
JUDICIAL SUPERVISION OF INTERNATIONAL LEGALITY	283
Introduction	283
1. The legal development of international organization	284
2. Consecration of the principle of international legality	284
3. Politics and Law	285
4. Past hesitations	287
5. Evolution of the supervision of legality in international life.	288
6. Conclusions	291
EFFETS DE LA GUERRE SUR LES TRAITÉS	293
I. Introduction	294
II. La question dans la doctrine	295
III. La pratique des États	297
IV. La jurisprudence des divers États	298
V. La tendance de la conservation des traités	299
VI. La recente jurisprudence française	301
LES CAUSES ET LES BUTS PRIMORDIAUX DU MARCHÉ	
COMMUN	303
1. Les tentatives en faveur d'une organisation internationale ...	303
2. Les organisations internationales partielles	304
3. Le mouvement Européen	304
4. L'utilité du Marché Commun	306
5. L'action du Marché Commun	307
6. L'efficacité de la Communauté	308
TABLE ALPHABÉTIQUE	311
TABLE ANALYTIQUE	317
